

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 23/035/2007 – ÉFAI

28 septembre 2007

AU 251/07 Craintes pour la sécurité

COLOMBIE José Manuel Gómez (h), défenseur des droits humains ainsi que sa famille et les autres membres du personnel du Comité Permanente por los Derechos Humanos (Comité permanent pour les droits humains), une organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits de la personne

Le défenseur des droits humains José Manuel Gómez a été menacé de mort le 11 septembre dans un courrier électronique provenant d'un groupe paramilitaire soutenu par l'armée colombienne. Cet homme milite au sein du Comité Permanente por los Derechos Humanos (CPDH, Comité permanent pour les droits humains), une ONG de défense des droits de la personne d'envergure nationale.

Le message disait : « *Les terroristes de votre espèce méritent la mort, ne croyez pas que vous serez sauvé en vous réfugiant derrière une ONG, fils de pute de guérilléro. Nous vous déclarons cible militaire et allons mettre nos menaces à exécution.* » Il était signé Águilas Negras (Aigles noirs), un groupe paramilitaire.

José Manuel Gómez travaillait pour le CPDH à Barranquilla (département de l'Atlantique), puis il a été contraint de quitter la ville après avoir été menacé de mort, en 2006, par des paramilitaires. En mars 2005, il avait été abordé par un homme affirmant appartenir aux Grupos de Acción Unificada por la Libertad Personal (GAULA, Groupes d'action unifiée pour la liberté des personnes), unité anti-kidnapping des services de sécurité qui dépend, dans le département de l'Atlantique, de la 2^e brigade des forces armées. L'homme lui avait apparemment demandé certaines informations et montré une liste de militants des droits humains de Barranquilla. José Manuel Gómez avait refusé de coopérer.

Le 12 janvier 2006, un homme qui n'avait pas accepté de donner aux GAULA de fausses informations préjudiciables à José Manuel et à d'autres défenseurs des droits humains de Barranquilla a été la cible d'une tentative d'assassinat lors de laquelle deux personnes de sa connaissance ont été tuées par balles. Le 19 juillet 2006, José Manuel Gómez a reçu un courriel de menaces de mort de la part de paramilitaires. Son nom figurait sur une liste de militants des droits humains à abattre sur un ordinateur retrouvé en mars 2006 en la possession d'un chef paramilitaire du Bloque Norte (Bloc Nord) des Autodefensas Unidas de Colombia (AUC, Milices d'autodéfense unies de Colombie), qui sont censées être démobilisées. C'est à la suite de cet événement qu'il a quitté la ville.

ACTION RECOMMANDÉE : Dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à protéger José Manuel Gómez, ainsi que sa famille et les autres membres du Comité Permanente por los Derechos Humanos (CPDH, Comité permanent pour les droits humains), conformément aux souhaits de ces personnes ;
- priez-les d'ordonner l'ouverture d'une enquête impartiale et exhaustive sur les menaces de mort dont il a été la cible, d'en rendre les conclusions publiques et de traduire en justice tous les responsables présumés de tels agissements ;
- demandez-leur de prendre des mesures décisives pour combattre et démanteler les groupes paramilitaires qui continuent d'opérer dans la région et pour rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux nombreuses recommandations des Nations unies ;
- appelez les autorités à élaborer, en collaboration avec des défenseurs des droits humains, des propositions visant à garantir leur sécurité, conformément aux principes de la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les

droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, et à rendre ces propositions publiques.

APPELS À :

Président de la République :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890

+57 1 342 0592

Formule d'appel : Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président de la République,

Vice-Président de la République :

Dr. Francisco Santos Calderón

Vicepresidencia, Carrera 8A No 7-27, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 565 7682

Formule d'appel : Estimado Sr Vicepresidente Santos, / Monsieur le Vice-Président,

Procureur général :

Dr. Mario Germán Iguarán Arana

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación

Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán No. 52-01), Bloque C, Piso 4

Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message préenregistré en espagnol vous indique alors de composer le numéro de poste 2017)

Formule d'appel : Estimado Sr. Fiscal, / Monsieur,

COPIES À :

Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :

Comité Permanente por la Defensa de los DH (CPDH)

Carrera 6 # 12 - 21 piso 2

Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 9 NOVEMBRE 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.